

L'Adresse—M. Tétrault

M. Oza Tétrault (Villeneuve): Je me félicite de pouvoir aujourd'hui exprimer mon opinion et celle de mes commettants. Le discours du trône traite amplement de la sécurité sociale. Il semble que nous ne sachions pas grand-chose de la sécurité sociale, mais je pense qu'un gouvernement responsable, dans une société libre, ne doit pas trouver difficile d'appliquer le principe selon lequel il faut rendre financièrement réalisable tout ce qui est matériellement possible et souhaitable.

Ce principe s'appliquait, pendant les deux guerres mondiales, de 1914 à 1918 et de 1939 à 1945. Nous n'avons jamais mis fin aux guerres faute de crédits, et je suis sûr que si une guerre éclatait demain, nous pourrions trouver tout l'argent nécessaire pour défendre notre pays, mais une fois la guerre finie, le gouvernement nous demanderait certainement encore de nous serrer la ceinture.

Les partis libéral et conservateur sont élus avec l'aide financière des grandes sociétés. Une fois élus, ces partis doivent tout d'abord servir ceux à qui ils doivent leur élection, et cela se fait aux dépens de la force ouvrière du Canada, aux dépens des petites gens.

[Français]

Monsieur le président, James A. Garfield, ancien président américain, disait ce qui suit, et je cite:

Quiconque régleme la masse monétaire d'un pays est maître absolu de l'industrie et du commerce.

Monsieur le président, tout à l'heure j'écoutais le vaillant député d'Oshawa-Whitby (M. Broadbent). Il avait certainement de bonnes idées pour venir en aide aux personnes qui ont besoin de logis, etc. Il disait que les banques réalisaient des profits énormes, soit de l'ordre de 85 p. 100 en 1973. Monsieur le président, je reviendrai là-dessus plus tard et je donnerai des chiffres. Cela sera peut-être un peu monotone, mais il sera bon que cela soit inscrit dans le compte rendu officiel des *Débats* de la Chambre afin d'ouvrir les yeux de mes savants collègues.

Monsieur le président, le 24 février 1974, le très honorable premier ministre (M. Trudeau) avait une entrevue avec M. André Payette de Radio-Canada. La question suivante lui avait alors été posée, et je cite:

Il y a tout de même au Canada, à l'heure actuelle, un Canadien sur quatre qui vit avec un revenu annuel qui est inférieur au seuil de la pauvreté. Tout en réglant les problèmes de demain qu'est-ce qu'on fait pour régler le problème d'aujourd'hui?

En répondant à cette question, le premier ministre admet qu'il y a trop de pauvres au Canada, et je cite les paroles du très honorable premier ministre:

J'ai toujours soutenu, et c'est le point de vue du parti libéral, que le Canada est un pays extrêmement riche: ses ressources naturelles, ses ressources humaines font de lui peut-être le pays le plus favorisé au monde. Alors ce n'est pas les ressources qui manquent chez nous, le problème en est un de distribution.

Monsieur le président, voilà plus de 30 ans, à la Chambre, je pense, que les créditistes disent que notre système monétaire fait défaut, qu'on doit le changer, qu'on doit faire quelque chose pour améliorer la vie des pauvres au Canada.

Lorsque le premier citoyen du Canada admet qu'il y a des pauvres au Canada au sein de l'abondance, monsieur le président, les créditistes ne sont pas étonnés, car dans un système d'endettement comme le nôtre, il est impossible de «sortir du trou».

● (1530)

La dette publique du Canada augmente constamment. Il y a 18 ans, elle était de \$17,951,491,464 et, en 1973, de \$51,717,700,000. Les provinces et les municipalités sont

[M. Broadbent.]

aussi écrasées par les dettes et, monsieur le président, je parle en connaissance de cause, parce que j'ai été maire de Val-d'Or pendant six ans, et notre grand problème était alors toujours la «maudite» finance.

A ce moment-là, on ne se demandait pas si l'on avait de la machinerie ou des hommes, mais plutôt où l'on pouvait prendre l'argent. Aujourd'hui, en 1974, la même chose se reproduit. Plus les choses changent, plus c'est pareil.

Monsieur le président, voici quelques chiffres relatifs à 1973: dette directe et indirecte pour les municipalités: \$8,421,273,000; intérêt par année: \$452,983,000. Les provinces sont endettées de \$17,054,997,000. L'intérêt que les provinces doivent payer s'élève à \$566,185,000. La dette nationale du Canada s'élève à \$51,717,700,000, et l'on paie en intérêt \$2,260,600,000 pour finalement en arriver à un montant total de \$77,193,970,000. Les Canadiens doivent payer un intérêt annuel de \$3,170,771,000, ce qui représente un grand total de 9 millions de dollars par jour d'intérêt pour les municipalités, les provinces et le gouvernement fédéral.

Monsieur le président, je me demande où l'on s'en va étant donné des intérêts aussi élevés que doivent payer chaque Canadien. Si ma mémoire est fidèle, chaque Canadien doit payer un montant de \$110 par année sur notre dette nationale, provinciale et municipale.

Monsieur le président, cela représente combien de ponts, de milles de route, d'hôpitaux, d'écoles, de services publics qui ne sont pas au service de la population? Ces 9 millions de dollars par jour vont enrichir les financiers pendant que les contribuables attendent toujours les services publics auxquels ils ont droit et qu'ils ont payés en taxes et en impôts.

Les gouvernements qui ont laissé les dettes publiques augmenter sans les contrôler sont responsables du gaspillage de 9 millions de dollars par jour versés en intérêt seulement sur la dette publique. Cet argent devrait plutôt satisfaire aux besoins des citoyens et non enrichir les financiers.

Monsieur le président, au cours de 1970-1971, le gouvernement canadien a prêté à la province de Québec \$65,900,000. Des prêts semblables ont été consentis aux autres provinces, et aux mêmes conditions.

La province de Québec devrait rembourser en 20 ans le capital et l'intérêt sur la somme de \$162,900,000, c'est-à-dire: près de trois fois le montant total emprunté.

Monsieur le président, voilà des chiffres qui feront réfléchir les citoyens de la province de Québec, et je suis étonné qu'ici, à la Chambre, et chaque fois que j'adresse la parole à mes collègues au sujet du système monétaire, on n'a pas l'air de s'intéresser à la question et de comprendre.

Une voix: On ne comprend pas.

M. Tétrault: Je sais qu'on ne comprend pas.

Monsieur le président, à plusieurs reprises les créditistes ont répété et répéteront encore qu'on doit consentir des prêts sans intérêt afin de financer les développements publics.

Le seul moyen de mettre fin à l'endettement catastrophique des municipalités, des provinces et du gouvernement fédéral, c'est le financement des développements publics au moyen de prêts sans intérêt.